

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

**Art. 53.** Dit besluit is van toepassing op alle lopende aanvragen om vergoeding en toelage, met inbegrip van de aanvragen die het voorwerp uitmaken van een beroep.

In afwijking van het eerste lid, zijn de artikelen 21, 25 en 28 van toepassing op alle aanvragen om vergoeding en toelage ingediend vanaf 1 januari 2011.

**Art. 54.** Het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 betreffende de vergoedingen en toelagen in de Natura 2000-locaties en in de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk wordt opgeheven.

**Art. 55.** De Minister van Natuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 november 2012.

De Minister-President,  
R DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 3541

[2012/206710]

**15 NOVEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions relatives à la Fonction publique wallonne en vue d'y intégrer des modalités de contrôle des absences pour maladie**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi du 8 août 1988;  
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;  
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 20 mars 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 mars 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 avril 2012;

Vu le protocole de négociation n° 574 du Comité de Secteur n° XVI, conclu le 13 juillet 2012;

Vu l'avis n° 52.044/2 du Conseil d'Etat, donné le 8 octobre 2012, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 413 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne est remplacé par ce qui suit : « Section 1<sup>re</sup>bis. — *Du contrôle des absences pour maladie*

Art. 413. Au sens de la présente section, il y a lieu d'entendre par :

1<sup>o</sup> service de contrôle : le service de contrôle médical choisi par le Gouvernement et auquel est soumis tout agent absent pour maladie;

2<sup>o</sup> médecin contrôleur : tout médecin agissant pour le compte du service de contrôle;

3<sup>o</sup> absence : toute absence pour maladie;

4<sup>o</sup> jour ouvrable : tout jour où l'agent est tenu de travailler;

5<sup>o</sup> médecin traitant : tout médecin, habituel ou non, choisi par l'agent et tout médecin désigné par le médecin traitant pour le remplacer;

6<sup>o</sup> lieu de séjour : la résidence habituelle ou temporaire de l'agent, un établissement de soins ou tout autre endroit où l'agent peut être trouvé pendant son absence.

Art. 413bis. L'agent qui se sent dans l'incapacité d'effectuer son travail en informe ou en fait informer la personne ou le service que lui indique un supérieur hiérarchique du niveau A, aussi tôt que possible et en tout cas avant 9 heures 30 m s'il est soumis à l'horaire variable ou, à défaut, avant l'heure à laquelle il était censé prendre ses fonctions. Il précise ou fait préciser son lieu de séjour. Dès le premier jour d'absence, à moins qu'il ne prévoie que son absence ne dure pas plus d'un jour, l'agent se fait également examiner à ses frais par son médecin traitant, lequel remplit immédiatement un certificat médical type.

L'alinéa 1<sup>er</sup> et les articles 413ter à 413octies sont applicables à l'agent qui se sent dans l'incapacité de reprendre le travail à la date fixée par le médecin, même si l'agent prévoit que son absence ne se prolongera pas de plus d'un jour.

Art. 413ter. Les contrôles sont réalisés à l'initiative du service de contrôle ou à la demande du directeur général dont l'agent relève ou de son délégué.

Les contrôles sont effectués entre 8 heures et 20 heures. Un contrôle commencé avant 20 heures peut être poursuivi après 20 heures. Le médecin contrôleur, qui ne doit pas annoncer sa visite, justifie spontanément de son identité et de sa qualité auprès de l'agent.

Le médecin traitant mentionne sur le certificat médical type les raisons de l'absence et sa durée prévisible, exprimée en jours de calendrier. Il indique également si l'agent est ou n'est pas autorisé à sortir.

L'agent informe ou fait informer de la durée prévisible de son absence le service ou la personne qui lui est indiqué. Il envoie ou fait envoyer immédiatement par la poste ou par tout autre moyen équivalent au service de contrôle le certificat médical type, après l'avoir complété ou fait compléter en y indiquant notamment son lieu de séjour.

Art. 413quater. L'examen a lieu à l'endroit fixé par le service de contrôle ou le médecin contrôleur, sauf dans les cas visés à l'alinéa 2, où il a lieu au lieu de séjour.

L'agent que son médecin traitant n'a pas autorisé à sortir reste présent à son lieu de séjour pendant son absence, sauf cas de force majeure.

Le médecin contrôleur qui ne peut trouver ou examiner l'agent à son lieu de séjour laisse un avis de passage indiquant les lieu, jour et heure où l'agent est tenu de se présenter pour se faire examiner. Dans ce cas, les frais de déplacement de l'agent sont à sa charge, sauf cas de force majeure ou à partir du quatrième jour de l'absence si l'agent a été autorisé à sortir par son médecin traitant.

L'agent notifie préalablement au service de contrôle tout changement de lieu de séjour pendant son absence. Le transfert du lieu de séjour à l'étranger pendant l'absence est subordonné à la décision du service de contrôle, après avis du médecin traitant.

Art. 413quinquies. Si le médecin contrôleur constate que l'agent est dans l'incapacité d'effectuer son travail, l'absence de l'agent est justifiée pour la durée fixée par le médecin contrôleur. Si le médecin contrôleur constate que l'agent n'est pas ou n'est plus dans l'incapacité d'effectuer son travail, l'agent reprend le travail le premier jour ouvrable qui suit le contrôle, sauf contestation de ces constatations.

Le médecin contrôleur communique immédiatement ses constatations par écrit à l'agent. Il l'invite à les viser s'il modifie la durée prévisible de l'absence fixée par le médecin traitant ou s'il constate que l'agent n'est pas ou n'est plus dans l'incapacité d'effectuer son travail.

Art. 413sexies. L'agent ne peut reprendre le travail avant la date fixée sans certificat médical qui l'y autorise.

Art. 413septies. En cas de contestation des constatations du médecin contrôleur, la procédure d'arbitrage prévue à l'article 31, § 5, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail est d'application.

Art. 413octies. En cas d'absences répétées, la mise d'un agent sous contrôle systématique peut être proposée par un supérieur hiérarchique du rang A4 au moins. Les décisions de mise sous contrôle systématique sont prises pour une durée déterminée, qui ne peut excéder deux ans, par le directeur général du Personnel et des Affaires générales, après avis du service de contrôle; elles sont levées et renouvelées de même. Elles sont notifiées à l'agent.

L'agent sous contrôle systématique qui se sent dans l'incapacité de travailler ou de reprendre le travail à la date fixée se conforme aux dispositions de la présente section. Dès le premier jour d'absence et même s'il prévoit que son absence ne durera pas plus d'un jour, l'agent se fait examiner à ses frais par son médecin traitant et se présente au service de contrôle. S'il est dans l'impossibilité de se déplacer, il en informe le service de contrôle. »

**Art. 2.** L'article 428, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. L'agent en disponibilité pour maladie est soumis au contrôle médical du service visé à l'article 413, 1<sup>o</sup>. »

**Art. 3.** Un article 12quinquies, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre VIIbis intitulé « Des congés et autres absences » de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel :

« Art. 12quinquies. Les membres du personnel contractuel sont soumis aux modalités de contrôle des absences pour maladie visées aux articles 413 à 413octies de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ».

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2013.

**Art. 5.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 novembre 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 3541

[2012/206710]

#### 15. NOVEMBER 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf den wallonischen öffentlichen Dienst zwecks der Einbeziehung von Modalitäten zur Kontrolle krankheitsbedingter Abwesenheiten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten Artikels 87, § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder;

Aufgrund des am 20. März 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 26. März 2012 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. April 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 13. Juli 2012 abgeschlossenen Protokolls Nr. 574 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 8. Oktober 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 52.044/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1.** Artikel 413 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes wird durch Folgendes ersetzt: «Abschnitt Ibis. — Kontrolle der Abwesenheiten wegen Krankheit

Art. 413 - Im Sinne des vorliegenden Abschnitts gelten folgende Definitionen:

1° Gesundheitsdienst: der ärztliche Kontrolldienst, der von der Regierung ausgewählt wurde und dem jeder wegen Krankheit abwesende Bedienstete untersteht;

2° Kontrollarzt: jeder Arzt, der für Rechnung des Gesundheitsdienstes handelt;

3° Abwesenheit: jede krankheitsbedingte Abwesenheit;

4° Werktag: jeder Tag, an dem der Bedienstete arbeiten soll;

5° behandelnder Arzt: jeder Arzt, ob er Hausarzt ist oder nicht, der vom Bediensteten ausgewählt wurde, und jeder Arzt, der vom behandelnden Arzt ausgewählt wurde, um ihn zu ersetzen;

6° Aufenthaltsort: der gewöhnliche oder zeitweilige Wohnsitz des Bediensteten, eine Pflegeeinrichtung oder jeder sonstige Ort, wo der Bedienstete während seiner Abwesenheit angetroffen werden kann.

Art. 413*bis* - Der Bedienstete, der sich unfähig fühlt, seine Arbeit auszuführen, teilt es so bald wie möglich und auf jeden Fall vor 9 Uhr 30, wenn er der Gleitzeitregelung unterliegt, oder ansonsten vor der Uhrzeit des normalen Arbeitsbeginns, der Person oder der Dienststelle, an die ihn ein Vorgesetzter der Stufe A verweist, mit, oder lässt es von einem Dritten mitteilen. Er gibt seinen Aufenthaltsort bekannt oder lässt ihn von einem Dritten bekanntgeben. Bereits am ersten Tag der Abwesenheit - außer wenn er erwartet, dass er nicht länger als einen Tag abwesend sein wird - unterzieht sich auch der Bedienstete auf eigene Kosten einer Untersuchung durch seinen behandelnden Arzt, der sogleich ein ärztliches Musterattest ausfüllt.

Absatz 1, und Artikel 413*ter* bis 413*octies* finden auf die Bediensteten Anwendung, die sich unfähig fühlen, die Arbeit an dem vom Arzt bestimmten Datum wieder aufzunehmen, auch wenn diese Bediensteten erwarten, dass ihre Abwesenheit sich nicht länger als einen Tag fortsetzen wird.

Art. 413*ter* - Die Kontrollen werden ausgeführt auf Initiative des Gesundheitsdienstes oder auf Antrag des Generaldirektors, dem der Bedienstete untersteht, oder seines Vertreters.

Die Kontrollen werden zwischen 8 und 20 Uhr durchgeführt. Eine vor 20 Uhr begonnene Kontrolle darf nach 20 Uhr weitergeführt werden. Der Kontrollarzt - der seinen Besuch nicht zu melden braucht - weist sich spontan bei dem Bediensteten aus und belegt seine Eigenschaft.

Im ärztlichen Musterattest gibt der behandelnde Arzt die Gründe für die Abwesenheit und ihre voraussichtliche Dauer in Kalendertagen an. Er erwähnt ebenfalls, ob der Bedienstete Ausgehverbot hat oder nicht.

Der Bedienstete teilt der Person oder der Dienststelle, an die er verwiesen wird, die voraussichtliche Dauer seiner Abwesenheit mit, oder lässt sie von einem Dritten mitteilen. Unverzüglich sendet er das ärztliche Musterattest per Post oder durch jegliches vergleichbare Mittel dem Gesundheitsdienst zu - oder lässt es zusenden -, nachdem er es ausgefüllt hat oder es hat ausfüllen lassen, wobei insbesondere sein Aufenthaltsort darin angegeben werden muss.

Art. 413*quater* - Die Untersuchung findet an dem vom Gesundheitsdienst oder vom Kontrollarzt bestimmten Ort statt, außer in den in Absatz 2 erwähnten Fällen, in welchen sie am Aufenthaltsort stattfindet.

Der Bedienstete, der von seinem behandelnden Arzt Ausgehverbot bekommen hat, verlässt während der Gesamtdauer seiner Abwesenheit seinen Aufenthaltsort nicht, außer im Falle höherer Gewalt.

Der Kontrollarzt, der den Bediensteten an seinem Aufenthaltsort nicht antreffen oder untersuchen kann, hinterlässt einen Bescheid zur Beurkundung seines Besuchs, auf dem der Ort, der Tag und die Uhrzeit angegeben werden, an denen und um die der Bedienstete zur Untersuchung antreten soll. In diesem Fall gehen die Fahrtkosten des Bediensteten zu seinen eigenen Lasten, außer im Falle höherer Gewalt, oder ab dem vierten Abwesenheitstag, wenn der Bedienstete von seinem behandelnden Arzt eine Ausgeherlaubnis bekommen hat.

Der Bedienstete setzt den Gesundheitsdienst von jeder Änderung des Aufenthaltsorts während seiner Abwesenheit vorab in Kenntnis. Die Überführung vom Aufenthaltsort ins Ausland während der Abwesenheit unterliegt dem Beschluss des Gesundheitsdienstes, nach Begutachtung des behandelnden Arztes.

Art. 413*quinquies* - Falls der Kontrollarzt feststellt, dass der Bedienstete arbeitsunfähig ist, gilt die Abwesenheit des Bediensteten für die vom Kontrollarzt bestimmte Dauer als begründet. Falls der Kontrollarzt feststellt, dass der Bedienstete nicht (mehr) arbeitsunfähig ist, nimmt der Bedienstete am ersten Werktag nach der Kontrolle die Arbeit wieder auf, außer im Falle eines Einspruchs gegen diese Feststellung.

Unverzüglich teilt der Kontrollarzt seine Feststellungen dem Bediensteten schriftlich mit. Er fordert ihn dazu auf, diese mit einem Sichtvermerk zu versehen, wenn er die vom behandelnden Arzt bestimmte voraussichtliche Dauer der Abwesenheit verändert oder wenn er feststellt, dass der Bedienstete nicht (mehr) arbeitsunfähig ist.

Art. 413*sexies* - Vor dem festgesetzten Datum darf der Bedienstete die Arbeit nicht wieder aufnehmen, ohne von einem ärztlichen Attest dazu erlaubt zu sein.

Art. 413*septies* - Wird ein Einspruch gegen die Feststellungen des Kontrollarztes erhoben, so ist das in Artikel 31, § 5 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge vorgesehene Schiedsverfahren anwendbar.

Art. 413*octies* - Bei wiederholten Abwesenheiten kann ein Vorgesetzter mindestens der Stufe A4 die systematische Unterkontrollstellung eines Bediensteten vorschlagen. Die Beschlüsse einer systematischen Unterkontrollstellung werden nach Begutachtung des Gesundheitsdienstes von dem Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten für einen bestimmten Zeitraum gefasst, der nicht länger als zwei Jahre sein darf; sie werden unter denselben Bedingungen aufgehoben und erneuert. Sie werden dem Bediensteten zugestellt.

Der unter systematischer Kontrolle stehende Bedienstete, der sich unfähig fühlt, zu arbeiten oder die Arbeit an dem festgesetzten Datum wieder aufzunehmen, hält die Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts ein. Bereits am ersten Tag der Abwesenheit und auch wenn er erwartet, dass er nicht länger als einen Tag abwesend sein wird, unterzieht sich der Bedienstete auf eigene Kosten einer Untersuchung durch seinen behandelnden Arzt und begibt sich zum Gesundheitsdienst. Wenn er außerstande ist, sich dorthin zu begeben, teilt er es dem Gesundheitsdienst mit."

**Art. 2.** - Artikel 428, § 2 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

" § 2. Der wegen Krankheit zur Disposition gestellte Bedienstete wird einer ärztlichen Kontrolle durch den in Art. 413, 1° erwähnten Dienst unterzogen."

**Art. 3.** - In das Kapitel VIIbis "Urlaub und sonstige Abwesenheiten" des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder wird ein Artikel 12*quinquies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 12*quinquies* - Die Vertragspersonalmitglieder unterliegen den in Artikel 413 bis 413*octies* des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes erwähnten Modalitäten zur Kontrolle krankheitsbedingter Abwesenheiten."

**Art. 4.** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juli 2013 in Kraft.

**Art. 5.** - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. November 2012

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst  
J.-M. NOLLET

---

#### VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 3541

[2012/206710]

**15 NOVEMBER 2012.** — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de Waalse Overheidsdiensten om er de modaliteiten voor de controle op de afwezigheden wegens ziekte in te voegen**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, artikel 87, § 3, vervangen bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 20 maart 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 maart 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 april 2012;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 574 van Sectorcomité nr. XVI, gesloten op 13 juli 2012;

Gelet op advies nr. 52.044/2 van de Raad van State, gegeven op 8 oktober 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 413 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode wordt vervangen als volgt : "Afdeling Ibis. — *Controle op de afwezigheden wegens ziekte*

Art. 413. In de zin van deze afdeling dient te worden verstaan onder :

1° controledienst : de medische controledienst gekozen door de Regering waaraan elke ambtenaar afwezig wegens ziekte wordt onderworpen;

2° controlegeneesheer : elke geneesheer die voor rekening van de controledienst handelt;

3° afwezigheid : elke afwezigheid wegens ziekte;

4° werkdag : elke dag dat de ambtenaar dient te werken;

5° behandelende geneesheer : elke al dan niet vertrouwde geneesheer gekozen door de ambtenaar en elke geneesheer aangewezen door de behandelende geneesheer om hem te vervangen;

6° verblijfplaats : de gewone of tijdelijke verblijfplaats van de ambtenaar, een verzorgingsinstelling of elke andere plaats waar de ambtenaar tijdens zijn afwezigheid verblijft.

Art. 413*bis*. De ambtenaar die niet in staat is om te werken, geeft kennis daarvan of laat daarvan kennis geven aan de persoon of de dienst die een hiërarchische meerdere van niveau A hem aangeeft, zo spoedig mogelijk en in elk geval vóór 9 u. 30 indien hij aan een glijdende uurrooster wordt onderworpen of, bij gebrek, vóór het uur waarop hij zijn ambt moet opnemen. Hij vermeldt zijn verblijfplaats of laat ze vermelden. Vanaf de eerste dag van zijn afwezigheid, tenzij hij voorziet dat zijn afwezigheid maar één dag zou duren, laat de ambtenaar zich ook onderzoeken, op eigen kosten, door zijn behandelende geneesheer die onmiddellijk een standaard medisch attest invult.

Het eerste lid en de artikelen 413*ter* tot 413*octies* zijn van toepassing op de ambtenaar die zich niet in staat voelt om het werk te hervatten op de datum vastgesteld door de geneesheer, zelfs indien de ambtenaar maar één dag afwezigheid voorziet.

Art. 413<sup>ter</sup>. De controles worden uitgevoerd op initiatief van de controledienst of op verzoek van de directeur-generaal waaronder de ambtenaar ressorteert of van zijn afgevaardigde.

De controles vinden plaats tussen 8 uur en 20 uur. Een controle die vóór 20 uur begonnen is, kan na 20 uur worden voortgezet. De controlegeneesheer, die zijn bezoek niet moet aankondigen, toont spontaan zijn identiteit en hoedanigheid aan bij de ambtenaar.

De behandelende geneesheer vermeldt op het standaard medisch attest de redenen en de voorziene duur van de afwezigheid, uitgedrukt in kalenderdagen. Hij moet ook vermelden of de ambtenaar het huis mag verlaten of niet.

De ambtenaar geeft kennis van de voorziene duur van zijn afwezigheid of laat daarvan kennis geven aan de dienst of de persoon die hem wordt aangeduid. Hij verstuurt onmiddellijk het standaard medisch attest via de post of via elk ander vergelijkbaar middel aan de controledienst of laat het versturen, nadat hij het attest heeft ingevuld of laten invullen met vermelding van zijn verblijfplaats.

Art. 413<sup>quater</sup>. Het onderzoek gaat door op de plaats vastgelegd door de controledienst of de controlegeneesheer, behalve in de gevallen bedoeld in het tweede lid. In deze gevallen gebeurt het onderzoek op de verblijfplaats.

De ambtenaar die van zijn behandelende geneesheer het huis niet mag verlaten, moet tijdens de duur van de afwezigheid op zijn verblijfplaats aanwezig zijn, behalve in geval van overmacht.

De controlegeneesheer die de ambtenaar op zijn verblijfplaats niet kan vinden of onderzoeken, laat een bericht achter dat de plaats, de dag en het uur vermeldt waarop de ambtenaar zich dient te melden om onderzocht te worden. In dat geval, zijn de verplaatsingskosten van de ambtenaar te zijner laste behalve in geval van overmacht of vanaf de vierde dag van de afwezigheid indien de ambtenaar de toestemming heeft van zijn behandelende geneesheer om het huis te verlaten.

De ambtenaar geeft op voorhand kennis van elke verandering van de verblijfplaats tijdens zijn afwezigheid aan de controledienst. De verplaatsing van de verblijfplaats naar het buitenland tijdens de afwezigheid is onderworpen aan de beslissing van de controledienst, na advies van de behandelende geneesheer.

Art. 413<sup>quinqüies</sup>. Indien de controlegeneesheer vaststelt dat de ambtenaar niet in staat is om te werken, wordt de afwezigheid van de ambtenaar gerechtvaardigd voor de duur vastgelegd door de controlegeneesheer. Indien de controlegeneesheer vaststelt dat de ambtenaar niet (meer) arbeidsongeschikt is, zal de ambtenaar het werk hervatten op de eerste werkdag die volgt op de controle, behalve in geval van betwisting van zijn vaststellingen.

De vaststellingen van de controlegeneesheer worden onmiddellijk en schriftelijk meegedeeld aan de ambtenaar. Hij nodigt hem uit om deze vaststellingen te viseren indien hij de voorziene duur van de afwezigheid vastgelegd door de behandelende geneesheer wijzigt of indien hij vaststelt dat de ambtenaar niet (meer) arbeidsongeschikt is.

Art. 413<sup>sexies</sup>. De ambtenaar mag het werk vóór de vastgelegde datum niet hervatten zonder een medisch attest dat hem de toelating geeft.

Art. 413<sup>septies</sup>. In geval van betwisting van de vaststellingen van de controlegeneesheer is de arbitrageprocedure bedoeld in artikel 31, § 5, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten van toepassing.

Art. 413<sup>octies</sup>. Bij herhaalde afwezigheden kan het plaatsen van een ambtenaar onder systematische controle door een hiërarchische meerdere van minstens rang A4 worden voorgesteld. De beslissingen i.v.m. het plaatsen onder systematische controle zijn van onbepaalde duur, mogen maximum twee jaar duren en worden door de directeur-generaal van het Personeel en de Algemene Zaken genomen na advies van de controledienst; ze worden op dezelfde manier opgeheven en verlengd. Ze worden aan de ambtenaar meegedeeld.

De ambtenaar onder systematische controle die zich niet in staat voelt om te werken of het werk te hervatten op de vastgelegde datum moet zich schikken naar de bepalingen van deze afdeling. Vanaf de eerste dag van zijn afwezigheid en zelfs als hij voorziet dat zijn afwezigheid maar één dag zal duren, laat de ambtenaar zich onderzoeken, op eigen kosten, door zijn behandelende geneesheer en komt hij zich aanbieden bij de controledienst. Indien het voor hem onmogelijk is om zich te verplaatsen, moet hij de controledienst daarvan op de hoogte brengen."

**Art. 2.** Artikel 428, § 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

"§ 2. De wegens ziekte in beschikbaarheid gestelde ambtenaar wordt aan de medische controle van de dienst bedoeld in artikel 413, 1<sup>o</sup>, onderworpen."

**Art. 3.** Een artikel 12<sup>quinqüies</sup>, luidend als volgt, wordt ingevoegd in hoofdstuk VIII<sup>bis</sup> met als opschrift "Verloven en andere afwezigheden" van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden van indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden :

"Art. 12<sup>quinqüies</sup>. De contractuele personeelsleden worden onderworpen aan de modaliteiten voor de controle op de afwezigheden wegens ziekte bedoeld in de artikelen 413 tot 413<sup>octies</sup> van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode."

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2013.

**Art. 5.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 november 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET